

*Initiatives ministérielles*

Canada, à toutes sortes d'adaptations et de changements qui feraient que le Canada ressemblerait davantage aux États-Unis. A-t-il eu plus de succès auprès des membres de son propre parti qu'il n'en a eu auprès de certains d'entre nous, de ce côté-ci, quand il a cherché à les persuader de l'efficacité de son idée?

Si son idée a été si bien accueillie, pourrait-il nous expliquer comment ce programme fonctionne au juste, nous dire pas seulement comment les fonds sont réaffectés aux États-Unis, mais comment s'effectue concrètement la restructuration à l'échelle municipale, dans des villes comme New York ou Chicago et dans d'autres villes où l'infrastructure est irrémédiablement disloquée.

• (1740)

**M. Barrett:** Je me réjouis du temps, si bref soit-il, dont je dispose pour rectifier certaines idées du député concernant mon attitude et celle de mon parti à l'égard des États-Unis.

Pendant sept ans, j'ai eu la chance de poursuivre des études postsecondaires aux États-Unis. Au cours des deux dernières années, j'ai eu également la chance d'enseigner à l'Université Harvard en qualité de socialiste. J'ai trouvé l'expérience extrêmement enrichissante.

Lors de la campagne électorale de 1936 aux États-Unis, alors que le capitalisme se trouvait dans une impasse et que le pays était en proie à une dépression massive, certains ont lancé l'idée d'une économie mixte. À propos, le parti libéral et le parti conservateur étaient tous les deux favorables à l'instauration au Canada d'une économie mixte jusqu'à ce qu'ils adhèrent d'une façon ou d'une autre à l'Accord de libre-échange. Tous les gouvernements libéraux et le gouvernement du très honorable John Diefenbaker ont souscrit à la notion d'une économie mixte.

Qu'on les aime ou non, les sociétés d'État ont reçu leur inspiration et leur rôle de gouvernements libéraux ou conservateurs. L'ensemble des Canadiens reconnaissent que les sociétés d'État devraient jouer un rôle dans l'économie.

C'est à l'époque du président Roosevelt, un homme que j'admire, que nous avons reçu au Canada la première leçon concernant le rôle que le gouvernement devait jouer dans une économie mixte. En fait, c'est son gouvernement qui a sauvé le capitalisme aux États-Unis en instaurant le pluralisme économique. Si le gouvernement Roosevelt n'avait pas eu recours à l'époque aux ressources du secteur public, le capitalisme et la libre entreprise seraient morts et le Canada serait la proie aujourd'hui

d'une autre forme de gouvernement autoritaire d'extrême droite ou d'extrême gauche.

J'exhorte fortement mon collègue à se renseigner en lisant des études consacrées à la croissance des mouvements d'extrême droite aux États-Unis entre 1935 et 1939. Certains de ces mouvements ont même su attirer certaines personnalités religieuses comme le Père Cogan et des figures de marque comme Charles Lindbergh. Certains d'entre eux ont même adhéré à ce qu'on appelait alors le *Bunde* allemand. Ils étaient attirés par l'idée nazie que la réussite économique devait être l'aboutissement de l'effort du secteur privé sans l'intervention du secteur public.

Quand on examine la solution nazie, on constate qu'il s'agissait d'un monétarisme. Le secteur privé des investissements s'est constitué en monopole pour financer les entreprises Krupp et I.G. Farben. Dans les deux cas, c'est le secteur privé qui a bénéficié de sa propre gestion des ressources publiques. Je ne propose rien de tel ni ne prétends que mon groupe ou moi avons le monopole des idées.

Il est vrai que le gouvernement Roosevelt a introduit le pluralisme économique en Amérique du Nord. Quel que soit le parti au pouvoir à quelque moment que ce soit, il est entendu que le secteur public doit servir l'intérêt collectif. Aux États-Unis, il y a des voies publiques, des ponts publics, et l'État dit même à ses administrés de quel côté de la route conduire. Si ce n'est pas là une ingérence dans la vie privée des gens, je me demande bien ce que c'est. Aux États-Unis, non seulement le gouvernement dit à ses administrés de quel côté de la route conduire, mais on construit des voitures en conséquence.

Si vous voulez ériger en doctrine l'entière liberté du secteur privé aux États-Unis, oubliez cela! Un certain ordre est nécessaire. Sur les routes comme dans les finances.

Le programme d'obligations municipales fonctionne très bien aux États-Unis depuis plus de cinquante ans. Si mon collègue consultait la société Moody's ou la Standard and Poor's, il verrait que les obligations les plus cotées aux États-Unis sont toujours les Fannie Maes, c'est-à-dire les obligations municipales. Elles se situent à 5 et 6 p. 100. Elles ne viennent pas de caisses de retraite, mais constituent des abris fiscaux pour des capitaux déjà existants.

Mes collègues et moi proposons ici quelque chose de nouveau et d'intéressant. Je suis persuadé que les libéraux et vous trouverez cela intéressant aussi. Nous disposons d'une réserve de capitaux qui s'élèvent actuellement à 71 milliards, depuis 1988, et dont la moitié est investie